Suppressions d’emplois PSA - C’est sur tous les sites qu’il faudra lutter !

mercredi 15 août 2012, par SUD Auto (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2012).

PSA vient d’annoncer 8300 suppressions d’emplois, dont la fermeture de l’usine de PSA Aulnay (plus de 3000 emplois) et la suppression de 1400 emplois dans l’usine située à côté de Rennes. Au total, plus de 6500 emplois seront des « départs imposés », et les salarié-e-s des entreprises sous-traitantes seront également touchés : plus de 30.000 emplois en France sont donc en danger !

Depuis des mois, les équipes syndicales SUD à PSA et ailleurs rappellent que cette situation est à la fois la responsabilité de PSA dans ses mauvais choix stratégiques, d’une logique financière et capitaliste détruisant l’emploi pour les profits des actionnaires, et dans un contexte d’austérité européenne. En faisant le choix de supprimer plusieurs dizaines de milliers de postes, nous répondons à PSA : ASSASSIN ! Il n’est pas question pour Solidaires d’accepter une seule suppression de poste, une seule négociation pour pousser les gens à partir, et de laisser les salarié-e-s se faire licencier. Les chiffres parlent d’eux mêmes : des milliards d’euros de l’état pour le groupe PSA, prime a la casse, chômage partiel financé par la collectivité (APLD), augmentation du chiffre d’affaires du groupe à 60 milliards d’euros....

Et PSA aurait besoin d’argent ?

Certains syndicats disent qu’il faut accepter la fermeture de l’usine, et les suppressions de postes sur les autres sites, en négociant avec la direction. D’autres disent qu’il faut négocier (ou « arracher ») des indemnités de licenciement les plus fortes possibles, en laissant croire aux salarié-e-s qu’il est plus important de « se faire acheter » pour son départ que de résister et de se battre pour maintenir nos emplois, alors qu’il y a 5 millions de chômeurs/ses en France. PSA, pendant des années, aura exploité des centaines de milliers de salarié-e-s, qui pour beaucoup auront laissé leur santé dans leur travail. Il est temps d’exiger de PSA l’arrêt immédiat du plan de suppression d’emploi, le maintien des effectifs, et des conditions de travail correctes dans les lieux de production, dans la plus large unité syndicale possible.

Le groupe PSA a le choix de ne pas licencier, et de ne pas fermer l’usine de PSA Aulnay, de ne pas pousser au chômage toutes/tous les salarié-e-s des entreprises sous-traitantes ; l’état doit aussi prendre ses responsabilités. Pour les équipes syndicales SUD, les solutions existent pour faire face à cette situation : mise en place d’un plan d’ensemble de la filière automobile assurant l’avenir et maintenant tous les emplois du secteur, notamment à PSA (en intégrant les sous-traitants) ; imposer un plan national d’innovation et de développement de l’automobile du futur, intégrant les impératifs écologiques ; mise en place d’un fonds patronal mutualisé, financé par les entreprises du secteur de l’automobile (Renault, Toyota, etc.) pour maintenir l’activité. C’est aussi l’instauration d’un droit de véto pour les comités d’entreprise contre les licenciements collectifs, afin que cette situation puisse être combattue avec les armes qu’il faut !

Avec les milliards accumulés par Peugeot depuis des années
ni fermetures de sites,
ni suppressions d’emplois !

Tract SUD Auto, 23 juillet 2012